

**Québec français**



## **De la culture appelée québécoise** **Entrevue avec Fernand Dumont**

Aurélien Boivin and Cécile Dubé

---

Number 94, Summer 1994

La transmission de la culture

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/44435ac>

[See table of contents](#)

---

Publisher(s)

Les Publications Québec français

ISSN

0316-2052 (print)

1923-5119 (digital)

[Explore this journal](#)

---

Cite this document

Boivin, A. & Dubé, C. (1994). De la culture appelée québécoise : entrevue avec Fernand Dumont. *Québec français*, (94), 64–68.

---

Tous droits réservés © Les Publications Québec français, 1994

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

---

**érudit**

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>



## Entrevue avec Fernand Dumont

# De la culture appelée québécoise

Propos recueillis par AURÉLIEN BOIVIN et CÉCILE DUBÉ

Q.F. — *Votre livre, Genèse de la société québécoise (Montréal, Boréal, 1993), nous révèle la difficulté que nous avons eue comme peuple à nous identifier. À quoi cette difficulté tient-elle ?*

F.D. — C'est un problème qui comporte plusieurs dimensions qui sont autant de difficultés. La première, c'est que nous avons été colonisés de diverses façons. Par la France d'abord, par l'Angleterre ensuite, puis par les États-Unis. Colonisation économique, politique, mais aussi colonisation culturelle, qui a commencé très tôt et qui s'est intensifiée avec la période d'émigration massive qu'a connue le Québec à partir des années 1850, véritable hémorragie liée évidemment à des besoins économiques mais aussi à l'attraction culturelle qu'exercent alors les États-Unis. Ces modes d'impérialisme nous ont constamment sortis de nous-mêmes. Notre recherche d'identité a été difficile. D'une part, il nous a fallu la faire par opposition, car s'identifier, c'est se différencier. D'autre part, nous nous sommes identifiés à l'autre, c'est-à-dire que nous avons intériorisé l'image que l'autre nous renvoyait d'abord de lui-même et ensuite de nous. Le Vatican incarne aussi l'une des formes de ce colonialisme. Très centralisée, la religion catholique, au XIX<sup>e</sup> siècle, n'a pas favorisé notre autonomie. Nous avons eu du mal à définir un catholicisme à caractéristique québécoise, à saveur locale. C'est encore un problème, d'ailleurs aujourd'hui. Problème d'identité donc, mais aussi problème d'identification, de différenciation par rapport à l'autre.

Il y a une autre dimension sur laquelle j'insiste également dans mon livre : cette société a été construite à partir de la base, c'est-à-dire à partir du rang. Le village est apparu plus tard. Les modes d'organisation globale de cette société étaient pour ainsi dire plus précaires que ne l'étaient ces organisations de la base, telle la famille, de sorte que, ce que j'appelle la *référence*, c'est-à-dire la projection de soi dans une sorte de définition objective, a été extrêmement difficile parce que notre société s'est construite avant tout par le bas.

Q.F. — *Est-ce ce qui a contribué au repliement sur soi ?*

F.D. — D'une certaine façon. Toutefois, ce repliement sur soi ne signifie pas que nous nous sommes confinés dans nos villages ou dans nos quartiers urbains. Bien au contraire, la population québécoise a toujours été très mobile. Pendant le Régime français, il en était déjà ainsi ; plus tard, il y a eu l'émigration massive vers les États-Unis d'une forte partie de la population. Si plusieurs sont restés, d'autres sont revenus. Le travail saisonnier à l'extérieur était fréquent. Cette population d'une grande mobilité avait, par ailleurs, des attaches, entre autres familiales. La famille a joué ici un rôle déterminant ; elle a été, d'une part, un facteur d'enracinement et, d'autre part, un facteur de mobilité, car quand une famille (ou des membres d'une même famille) émigrerait, elle renouait ou nouait des liens avec la parenté déjà établie dans le pays voisin ou dans une autre province canadienne.

Q.F.— *Il y a quelque temps, la cinéaste Anne-Claire Poirier déclarait à la Presse qu'elle regrettait de ne pas avoir parlé de Dieu à ses enfants. Êtes-vous inquiet de l'avenir de la jeunesse québécoise ?*

F.D.— Avant de répondre à cette question, il faut faire un retour en arrière et identifier les raisons de la rupture qui est survenue dans la société québécoise au point de vue religieux. Il est certes étonnant que, dans l'espace d'une vingtaine d'années, on ait assisté à une diminution aussi marquée du taux de la pratique religieuse. Comment expliquer un effondrement aussi radical que subit, sinon en nous interrogeant sur la sorte de religion que l'on pratiquait auparavant. Jusqu'au milieu des années 1850, la religion n'a pas reposé sur une acculturation très profonde. Le clergé était peu nombreux et la population, dispersée. Ce n'est qu'à partir du milieu du siècle, autour de M<sup>gr</sup> Bourget, que l'Église a commencé à exercer un pouvoir si important que l'on peut dire alors que la société canadienne-française a été, pendant un siècle, largement contrôlée par le clergé d'un côté et par les politiciens de l'autre. Les élites religieuses se sont illusionnées sur l'intensité de la foi des fidèles. Les recherches le révèlent : une partie de la population, surtout parmi les élites, était, en réalité, plus ou moins croyante. Selon moi, des gens jouaient le rôle officiel du croyant parce que le contrôle social était puissant. André Laurendeau en donne un émouvant témoignage dans un article paru dans *Mclean*, reproduit dans son recueil *Ces choses qui nous arrivent* (1970). Il y raconte l'histoire d'un professionnel qui, lors de son passage dans une petite ville de province, dans le cadre de la campagne électorale du Bloc populaire, lui avoue avoir perdu la foi et ne pouvoir le laisser voir publiquement. C'était le drame de Laurendeau lui-même, ainsi qu'on l'apprendra après sa mort.

Cette situation a engendré deux conséquences : la pratique religieuse, en dépit de son caractère officiel, a souvent été superficielle ; d'autre part, une incroyance que l'on vient d'évoquer, qui était cachée. Cela peut expliquer l'effondrement subit de la pratique religieuse, au début de la Révolution tranquille.

Ainsi nous nous trouvons aujourd'hui dans une sorte de désert spirituel. Et cela est inquiétant. Nous n'avons pas de traditions de grandes expériences spirituelles. Quelles œuvres religieuses notre littérature compte-t-elle dans le genre de la confession, de la tragédie spirituelle, de l'itinéraire spirituel ? Il y a eu, il est vrai, quelques tentatives, dans les années 1930, autour du

groupe de La Relève et de quelques écrivains, tels Robert Élie, et Jean Le Moyne, dans les années 1950. Mais ces tentatives sont récentes. On ne peut préjuger évidemment de ce qu'il a pu se passer dans les consciences, mais ce désert spirituel est peut-être ce qui s'est produit de plus tragique lors de la Révolution tranquille. Je porterais le même jugement si j'étais incroyant, car un incroyant ne peut faire autrement que constater le vide spirituel de notre société, qui, heureusement, dissimule bien des recherches dont on ne peut guère savoir l'issue. Par ailleurs, la pratique épisodique est encore très élevée. Les jeunes, en grand nombre, choisissent de se marier à l'Église ; beaucoup de parents, bien que peu ou pas pratiquants, font baptiser leurs enfants et continuent à réclamer pour eux l'enseignement religieux à l'école ; généralement, les gens choisissent des funérailles religieuses pour leurs proches. Les recensements révèlent qu'au moins 80 %, sinon davantage, de Québécois se déclarent officiellement catholiques. Cela veut dire que la religion est toujours un facteur d'identité culturelle. Quelle est la signification de cette survivance de la religion comme identité culturelle ? Cette identité culturelle est-elle un phénomène qui relève de la religion civile dont parle Jean-Jacques Rousseau ? Sans doute fallait-il, après avoir vécu pendant longtemps une religion officielle, redécouvrir l'interrogation religieuse, ce qui oblige à passer par une période de tâtonnements.

Q.F.— *Vous affirmez dans votre livre que la langue française s'est détériorée, au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, avec l'avènement de l'industrialisation. Que pensez-vous de l'état actuel de notre langue ?*

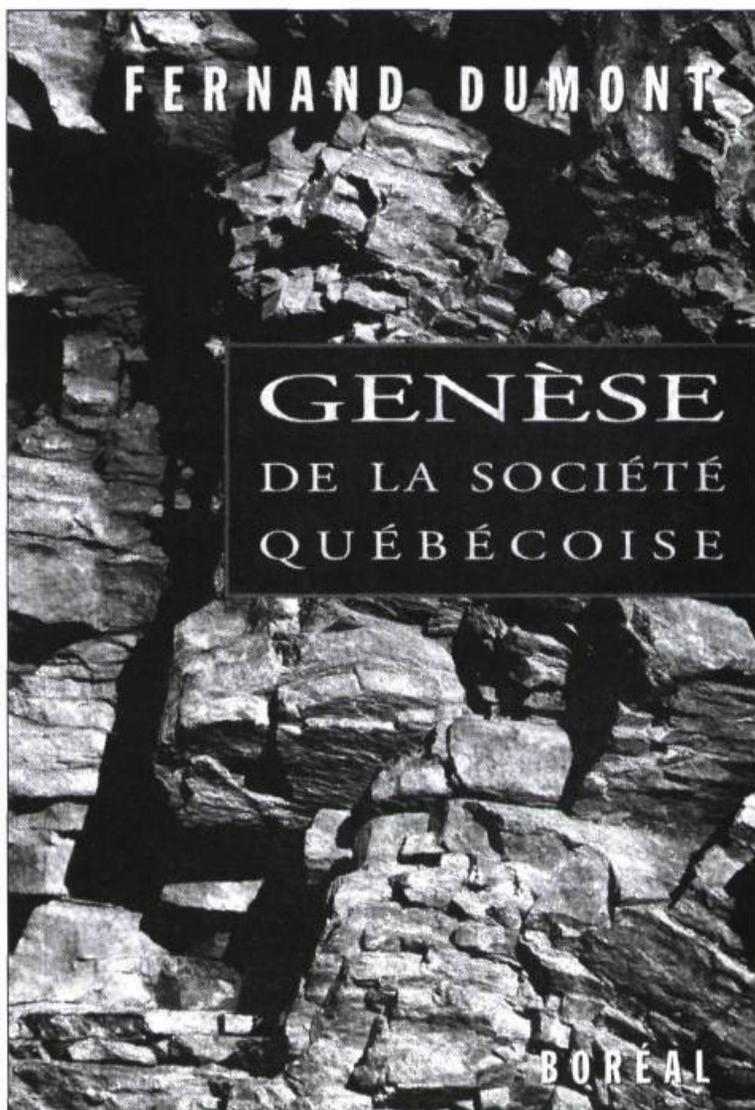
F.D.— J'ai le sentiment que cette déficience de la langue de nos étudiants est un phénomène très grave qui relève probablement de facteurs autres que linguistiques. Nous sommes confrontés à une maladie à l'état endémique, à une véritable gangrène de la culture, qui existe probablement depuis longtemps et dont on ne connaît pas la cause. Je suis d'accord avec Jules Fournier qui, dans *Mon encrier* (1922), contestait les remèdes que proposait Louvigny de Montigny, dans son ouvrage intitulé *La langue française au Canada* (1916), pour améliorer la qualité de notre langue. Selon Fournier, la pratique intensive des « Corrigeons-nous » n'est absolument pas une solution, un remède. « Ce ne sont pas les fruits qu'il faut soigner : c'est l'arbre ; ce n'est pas notre langage : c'est la mentalité qui le produit ». Fournier dénonce « le grand mal de l'à peu près. » et l'incapacité

pour les gens d'utiliser les dictionnaires parce qu'ils ne possèdent pas « le génie de la langue ». Le problème n'est pas dans l'orthographe ni même dans la syntaxe. Il est plus beaucoup plus profond : il est dans la mentalité et dans la culture des individus. La dégradation de la langue ne s'est pas améliorée avec la réforme du système d'éducation, d'où est né l'enseignement en mosaïque. Quand je décèle, chez des étudiants, un petit bout de Roland Barthes, un petit morceau de Michel Tremblay, un autre petit morceau de Karl Marx, quelques bribes de l'histoire de la Russie jusqu'à 1917 ou de la mythologie grecque, je demeure stupéfait devant un tel mélange. C'est un fouillis de connaissances approximatives, qui ne donnera jamais de connaissances précises. On n'enseigne pas la théorie de l'histoire de Hegel à des jeunes qui confondent Louis-Joseph Papineau et M<sup>gr</sup> de Laval. La maladie chronique de notre culture a été, selon moi, accentuée par la scolarisation. Souvent, on a alourdi inutilement les épaules de gens qui se porteraient mieux sans ce faux savoir. L'apprentissage du savoir émietté a contribué à accentuer le problème de la langue. Ce n'est pas en donnant des dictées et autres exercices du genre que l'on va régler le problème. Je ne vous apprendrai rien en disant que bien des travaux d'étudiants ne comportent pas seulement des fautes d'orthographe ou de syntaxe, mais qu'ils n'ont pas de structure. Plusieurs ne savent pas construire un plan. La qualité de la langue n'est donc qu'un symptôme parmi d'autres. N'accusons personne en particulier.

Il s'agit de la résultante d'une longue histoire dont les conséquences atteignent tout le monde, moi comme les autres. Nous avons du mal à maîtriser le langage. L'enseignement se trouve devant une tendance extrêmement difficile à renverser.

*Q.F. — Vous n'ignorez pas qu'il y a une intention avouée de la part d'une forte proportion d'enseignants de revenir à l'enseignement de l'histoire. Quelle est votre position concernant l'enseignement de l'histoire et de l'histoire nationale ?*

*F.D. — Nous sommes un peuple qui a rompu avec son histoire. Il est invraisemblable qu'on ait passé des années sans enseigner l'histoire. Dans la formation d'un individu, il y a deux éléments essentiels. D'abord, savoir*



*s'exprimer : le langage. En second lieu, être capable de se situer dans le temps. Les animaux ne sont pas capables de faire ça ; ils ne savent pas qu'ils vont mourir. L'histoire, c'est la faculté qu'a un individu de se situer dans le temps et, par conséquent, de le survoler d'une certaine manière. Peut-on s'étonner que beaucoup de gens n'aient pas de conscience politique ? Pour avoir une telle conscience, il faut avoir une conscience historique.*

*Q.F. — Selon vous, les jeunes sont dépossédés mais la faute ne leur est pas imputable. Ils sont donc ouverts à la culture mais on ne leur donne pas les moyens de l'acquérir.*

*F.D. — C'est exact. C'est aux adultes de transmettre l'héritage. L'université est la dépositaire d'un héritage.*

On a oublié cela. On croit que ce qui est le plus important à l'université, c'est la recherche. Mais non ! C'est l'enseignement. Pourquoi ? Parce que, parmi toutes les autres institutions, et avec l'école, l'université est la gardienne de l'héritage de l'humanisme. Elle n'est pas une machine à distribuer du savoir. Tout le système d'éducation doit être redéfini en partant de ce principe. Il en est de même de l'enseignement de la littérature. Ce qui est important, ce n'est pas d'avoir lu tous les auteurs, c'est de savoir que l'héritage existe, que Racine, Molière et Pascal existent. À chacun de poursuivre l'exploitation de cet héritage ou d'y renoncer.

Q.F. — *Les gouvernements accordent-ils suffisamment de place à la culture ?*

F.D. — On vient d'assister à des réformettes dans notre système d'éducation. Ce genre de réformettes ne repose sur aucun diagnostic. On se contente de modifier un peu les cours, on ressuscite la dissertation... On refuse de se poser les questions fondamentales : à quelle culture appartiennent les jeunes à qui on doit enseigner ? Quelles sont les déficiences que notre enseignement doit corriger ? Le système d'éducation ne consiste pas à construire un deuxième, un troisième et un quatrième étage sur une fondation qui serait donnée d'avance. Il se peut que, dans certaines cultures, dans certaines sociétés, il y ait, pour ainsi dire, une espèce de base sur laquelle il est possible de construire quelque chose. La base de notre système est déficiente. On devrait donc partir de cette constatation. Qu'on se rappelle l'implantation des programmes cadres de français au secondaire, au début des années 1970. On a accordé la priorité au français oral, à la langue orale, alors que la langue écrite, en présence d'une culture précaire comme la nôtre, peut seule contribuer à amener l'élève à structurer sa pensée.

Q.F. — *À regarder la société actuelle, quelle part devrait-on réserver dans l'enseignement à notre propre littérature, à notre propre histoire ?*

F.D. — C'est clair qu'il faut situer notre histoire dans l'évolution de l'histoire universelle, comme il faut situer notre littérature par rapport à la littérature française. L'une ne doit pas prendre la place de l'autre. Pascal, Molière, Racine font partie de notre héritage, au même titre que Philippe Aubert de Gaspé, Gabrielle Roy et Anne Hébert.

Q.F. — *Ne pensez-vous pas que des gens influents, qui exercent un pouvoir, soit à la télévision, soit dans certaines publications, font trop souvent abstraction*

*du temps et de l'espace dans lesquels nous vivons pour se rattacher uniquement aux autres ?*

F.D. — Il faut dire qu'il y a eu une espèce de louvoisement au cours de la Révolution tranquille. On a découvert que nous avions une littérature, en particulier grâce au *Dictionnaire des œuvres littéraires du Québec*. Avec cette découverte, cette prise de conscience, certains ont peut-être eu tendance à vouloir que nos jeunes s'identifient exclusivement à leur culture, à leur milieu, en leur présentant des œuvres québécoises. Il est vrai qu'en lisant *Trente arpents* ou *Bonheur d'occasion*, ils ont des chances de se retrouver eux-mêmes, de retrouver leur propre vérité. Il devrait y avoir moyen, avec le jeu du balancier, d'amener les jeunes d'ici à se préoccuper des deux héritages.

Q.F. — *Que faudrait-il faire pour initier ces jeunes à leur propre culture ?*

F.D. — D'abord il faut la voir comme un ensemble, sans séparer l'histoire du Québec de la littérature du Québec, de la géographie du Québec. Les jeunes d'ici doivent connaître le territoire de leur pays, leur histoire, leur héritage littéraire et l'imaginaire de leurs écrivains pour construire leur propre imaginaire. Un tel apprentissage devrait faire l'objet d'un cheminement ordonné, d'un itinéraire pensé, depuis l'école primaire.

Quand nous disons que nous désirons une réforme de l'éducation, nous voulons qu'on cesse de considérer les choses en surface, comme on est train de le faire. On mobilise les professeurs pour une simple réformette ; on ne pourra plus faire appel à eux quand il s'agira d'entreprendre la vraie réforme.

Q.F. — *Comment définissez-vous la culture québécoise ?*

F.D. — Dans des termes simples, je dirais que la culture a deux dimensions. Premièrement, il y a ce que j'appelle une culture comme milieu. Les hommes et les femmes vivent dans un monde significatif. Le paysage est humanisé, le langage est chargé de significations. Cette culture comme milieu a plus ou moins de qualité selon l'état de la société. Il y a aussi ce que j'appelle une culture comme horizon ; ce qui amène l'individu à décrocher de son milieu immédiat, à se donner une vision du monde plus large, une conscience historique, pour accéder aux œuvres de l'esprit, à la littérature, à l'art, à la science. Donc, la culture, c'est ce qu'on pourrait appeler l'univers en autant qu'il a un sens. Ce qu'on appelle les œuvres de culture, c'est l'incarnation, pour ainsi dire, de la signification du monde.

Q.F.— *Chaque nation a sa culture ?*

F.D.— Chaque nation a sa culture car chaque nation a une histoire différente, donc une mémoire historique différente, des œuvres qui explicitent le monde particulier où les individus de cette culture vivent. Ainsi en lisant ces œuvres, l'individu prend conscience de ce qui était jusqu'alors plus ou moins implicite en lui comme signification du monde. On pourrait dire que l'éducation consiste à faire passer l'enfant de la culture comme milieu, de ce qui a déjà un sens pour lui, à la culture comme horizon, c'est-à-dire à une mémoire qui ne soit pas simplement sa mémoire personnelle mais qui se prolonge dans le temps pour devenir la mémoire de son peuple, la mémoire de l'humanité. L'éducation, c'est aussi ce qui permet à l'enfant d'accéder à un langage conscient de lui-même. L'enfant qui entre à l'école sait le français. Ce qu'il ne sait pas, c'est comment le français fonctionne, comment il est structuré. Autrement dit, il n'a pas conscience de sa langue ; malheureusement, dans le système actuel, il quitte souvent l'école sans le savoir davantage.

Q.F.— *Quelle vision avez-vous de notre avenir comme peuple ?*

F.D.— J'ai une vision très pessimiste parce que, à mon avis, la prise de conscience de nos déficiences profondes est à peine amorcée. Deuxièmement, on ne perçoit pas beaucoup, dans notre milieu, les forces qui permettraient de modifier nos comportements. On a l'impression d'être en présence d'une société déjà fatiguée, bloquée, trop corporatisée. Pour réussir quelque chose, il faut affronter des obstacles, soulever des masses considérables. Voilà qui n'est guère enthousiasmant. Par ailleurs, notre culture s'est développée dans des conditions particulièrement difficiles. Jamais on a eu le contrôle de notre propre destin et on a tout de même réussi à survivre.

Q.F.— *Le Québec peut-il s'épanouir sur ce territoire d'Amérique ?*

F.D.— Nous sommes dans une situation plus difficile que bien d'autres peuples de notre dimension. En Europe, par exemple, les peuples forment une marqueterie. Ils sont différents les uns des autres. En Amérique, les Québécois sont un peuple singulier dans un continent plus uniforme.

Par ailleurs, il pourrait être enthousiasmant de vivre une aventure comme la nôtre. N'est-ce pas passionnant d'être différents ? Le jour où les jeunes d'ici vont sentir

que c'est un honneur de parler français, parce que justement c'est original en Amérique, la situation du français va changer rapidement. Ce qui manque ici, c'est le sens de l'honneur, de la grandeur, de la fierté de notre différence. Un petit peu de vanité ne nous ferait pas de tort.

Q.F.— *Il faut donc que le français soit valorisé au niveau social ?*

F.D.— Oui. Il faut aussi que l'ensemble de la culture scolaire soit mieux structuré. La structure ne vient pas seulement de la langue, elle vient du fait que le monde aussi est en ordre. Ce n'est pas par la seule vertu du langage qu'on peut donner de la cohésion à son environnement. Il en est de même pour la culture. On peut parler une langue qui est, disons, convenable, assez bien structurée mais qui n'a pas de rapport avec la culture que l'on possède. Les gens du peuple le savaient depuis longtemps. Quand ils disaient de quelqu'un qu'il « parlait bien », ils voulaient indiquer que l'individu était capable de faire des phrases. Il faut que la culture ait une structure, une cohérence si on veut que le langage en ait une aussi. Nous n'aboutirons jamais à un enseignement valable du français à l'école ou à l'université si nous ne mettons pas cet enseignement en relation avec une plus grande cohésion de l'ensemble de la culture scolaire. C'est dans ce sens-là qu'il faut songer à une réforme de l'éducation.

Q.F.— *Pour votre livre, vous vous êtes arrêté un petit peu avant la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Le constat que vous faites, pensez-vous qu'il pourrait être différent si vous vous étiez rapproché de l'époque contemporaine ?*

F.D.— Je me suis arrêté avant la fin du XIX<sup>e</sup> siècle parce que là s'arrête la construction de ce que j'appelle la *référence* de notre société : avec l'avènement de la littérature, de la mémoire historique, de la symbolique culturelle. Je n'ai pas voulu faire un manuel d'histoire du Québec mais une espèce de reconstruction de notre mémoire à partir des questions actuelles. La *Genèse* n'est pourtant pas une tentative d'idéalisation de notre passé. Les difficultés que nous avons traversées, notre misère, je les accepte comme quelque chose de positif et qui ne manque pas de grandeur. Notre histoire est éminemment tragique ; personnellement, c'est ce qui m'attache avant tout à ce pays et à son destin.